

Pour réduire ces risques, il faut agir sans attendre. La tâche sera ardue. Bon nombre de ces problèmes sont attribuables non pas à la négligence mais bien à de véritables difficultés. Les solutions seront progressives. Plusieurs seront à long terme. Mais nous devons nous y mettre tout de suite, sans quoi l'Histoire jugera nos actions dans le Golfe comme minimales -- une autre occasion manquée, un autre défi que nous n'aurons pas réussi à relever.

Si vous le permettez, j'aimerais d'abord énoncer les principes de la paix. En voici quatre qui, à mon avis, s'appliquent dans ce cas.

Premièrement, la paix ne pourra être construite qu'avec la participation des pays de la région elle-même. Une paix imposée serait une paix inopérante.

Deuxièmement, la paix doit être juste et équitable. Les Nations Unies et le droit international ont prévu le recours aux indemnités en cas d'agression. Mais la victoire ne doit pas se transformer en vengeance.

Troisièmement, pour que la paix soit durable, il faudra s'attaquer à l'ensemble des problèmes qui affligent la région. Autrement dit, il faudra penser aux autres conflits, et notamment régler la question israélo-arabe; enrayer les symptômes des conflits -- la prolifération des armes de destruction massive, le commerce des armes, la soif insatiable de sphères d'influence; s'en prendre aux causes profondes des conflits -- la répartition inégale de la richesse entre les sociétés et à l'intérieur de celles-ci, le manque de coopération entre les pays et la fragilité des régimes politiques auxquels le peuple devrait participer davantage.

Quatrièmement et dernièrement, la paix doit passer par les Nations Unies. Après le 2 août, le monde s'en est remis à l'ONU pour qu'elle renverse pacifiquement l'agression. Après le 15 janvier, lorsque les tentatives de paix ont échoué, les membres des Nations Unies ont décidé de renverser l'agression par la force. Et maintenant que la victoire est toute proche, les membres des Nations Unies doivent se servir de cette organisation pour construire une paix efficace.

Le 12 février, le Premier ministre a donné les éléments d'un ensemble de propositions qui à notre avis commencent à mettre ces principes de paix en pratique. Nous les étudions de très près -- avec les Nations Unies, avec nos partenaires de la Coalition et avec d'autres intervenants de l'intérieur et de l'extérieur de la région. Je ne reprendrai pas ces principes, mais il y en a un que j'aimerais faire ressortir et développer : l'obligation d'arrêter la course aux armements.